



CANADA

**C
o
m
m
u
n
i
q
u
é**

N^o 49

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

EXTERNAL AFFAIRS
AFFAIRES EXTERIEURES
OTTAWA

JUL 9 1975

LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE
REFERENCE

COMMUNIQUÉ CONJOINT DE LA SEPTIÈME
RÉUNION DU COMITÉ MINISTÉRIEL CANADA/JAPON
LE 24 JUIN 1975

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

La septième réunion du Comité ministériel Canada/Japon s'est tenue à Tokyo les 23 et 24 juin 1975.

Le Japon était représenté par l'honorable Kiichi Miyazawa (président de la réunion), ministre des Affaires étrangères, l'honorable Takeo Fukuda, ministre d'Etat et directeur général de la planification économique (premier ministre adjoint), l'honorable Masayoshi Ohira, ministre des Finances, l'honorable Shintaro Abe, ministre de l'Agriculture et de la foresterie, l'honorable Toshio Kohmoto, ministre du Commerce international et de l'Industrie et M. Yasuhiko Nara, ambassadeur du Japon au Canada.

Le Canada était représenté par l'honorable Allan J. MacEachen, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, l'honorable Jean Chrétien, président du Conseil du Trésor, l'honorable Donald S. Macdonald, ministre de l'Energie, des Mines et des Ressources, l'honorable Alistair W. Gillespie, ministre de l'Industrie et du Commerce, l'honorable Eugene F. Whelan, ministre de l'Agriculture et M. Ross Campbell, ambassadeur du Canada au Japon.

Notant avec satisfaction que les relations étroites et fructueuses entre les deux pays n'avaient cessé de progresser depuis la tenue de la sixième réunion du Comité ministériel Canada/Japon et rappelant notamment le stimulus nouveau fourni par la décision des premiers ministres des deux pays, à l'issue de leur rencontre de septembre 1974, d'élargir et d'approfondir davantage ces relations, les ministres ont échangé des vues sur des questions d'intérêt commun, dans un esprit d'amitié et de compréhension.

Les ministres ont convenu que le Japon et le Canada, ayant tous deux un système politique et économique fondé sur la liberté et la démocratie et cherchant à contribuer à la paix et à la prospérité dans le monde par la voie de la coopération internationale, devraient étendre et enrichir leurs relations de coopération et de consultations, non seulement dans le secteur économique mais aussi au niveau politique, afin de résoudre une vaste gamme de problèmes nouveaux auxquels se heurte le monde actuel.

Dans cet esprit de consultation, les ministres ont discuté de la situation internationale actuelle et notamment des événements survenus dans la région de l'Asie et du Pacifique depuis la fin du conflit armé en Indochine. Les deux parties, désireuses d'aider à renforcer la structure socio-économique des pays de la région, ont exprimé le voeu que s'établissent des schèmes de relations solides et constructifs entre tous les pays de la région. Les ministres ont noté les progrès accomplis dans le domaine de la consultation et de la coopération régionales, notamment dans le cadre de l'Association des Nations du sud-est asiatique. En ce qui concerne la situation dans la péninsule

coréenne, les ministres ont discuté de la possibilité d'une coopération plus grande au sein des Nations Unies et ailleurs, aux fins de contribuer à la promotion de la paix et de la stabilité dans cette partie du monde.

Les ministres ont reconnu que le Japon et le Canada partageaient la même préoccupation profonde face à la poursuite des essais nucléaires et aux dangers inhérents à la prolifération des armes nucléaires et ils ont réitéré leur désir de se consulter fréquemment sur les questions qui s'y rattachent. Ils ont rappelé que les deux premiers ministres avaient d'abord renouvelé en septembre 1974 le ferme engagement des deux gouvernements de ne pas devenir des Etats dotés d'armes nucléaires et ensuite réaffirmé la nécessité pour tous les pays de déployer tous les efforts nécessaires pour promouvoir le désarmement, notamment dans le domaine nucléaire; les ministres ont affirmé d'un commun accord que les transferts de matières et d'équipement nucléaires devraient se faire sous un régime de garanties efficaces dans les Etats bénéficiaires.

Les ministres ont discuté de la situation économique de leurs pays respectifs et des divers problèmes qui se posaient à l'économie mondiale actuelle à long terme et dans une perspective globale. Ils ont affirmé d'un commun accord qu'il était très important de discuter dans un esprit de coopération internationale des questions comme la situation économique internationale, le commerce, la finance internationale, l'énergie, les denrées alimentaires, les produits de base et la coopération avec les pays en voie de développement et que le Japon et le Canada devraient jouer un rôle positif sur le plan international à cet égard.

Les ministres se sont dits préoccupés par la situation actuelle de l'économie mondiale, du fait que la reprise de l'économie des pays industrialisés ne s'était pas encore véritablement manifestée jusqu'à maintenant; ils ont réaffirmé qu'il était important de ne ménager aucun effort pour amorcer la reprise de la production et la création de nouveaux emplois, en harmonie avec cette ferme volonté de continuer à enrayer l'inflation pour parvenir à un développement sain de l'économie mondiale.

Constatant avec satisfaction que les négociations commerciales multilatérales présentement en cours dans le cadre du GATT étaient maintenant entrées dans une phase importante, les ministres ont convenu qu'elles devraient être encouragées davantage, en conformité avec les buts et les principes de la déclaration des ministres adoptée à Tokyo en septembre 1973. Ils ont également réaffirmé leur appui à l'endroit de la décision prise lors de la quatorzième réunion ministérielle de l'OCDE de reconduire la déclaration adoptée en mai 1974 pour une période additionnelle d'un an.

Les ministres se sont réjouis des efforts de coopération menés dans le secteur financier par la communauté internationale, lesquels ont donné des résultats positifs comme l'élargissement du mécanisme pétrolier du FMI et la création du Fonds d'aide financière de l'OCDE. Ils ont toutefois fait remarquer que bon nombre de pays en voie de développement étaient toujours aux prises avec des difficultés économiques et ils se sont réjouis du fait que des discussions se tenaient à l'heure actuelle en vue d'augmenter le transfert des ressources dans ces pays.

Les ministres ont discuté des événements survenus récemment sur la scène énergétique internationale et ils ont pris note des conclusions de la récente réunion ministérielle de l'AIE. Ils ont accueilli favorablement les mesures prises pour favoriser la reprise du dialogue entre les pays producteurs et consommateurs et ont indiqué leur volonté de continuer à oeuvrer dans ce sens. Ils ont reconnu l'importance de la coopération entre les pays consommateurs comme facteur propice à l'établissement d'un dialogue entre producteurs et consommateurs.

Les ministres ont discuté de la situation de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation dans leurs pays respectifs et dans le monde et ils ont reconnu que des mesures visant à stabiliser les marchés de produits alimentaires et à encourager les producteurs de denrées devaient être prises. A cet égard, ils ont également insisté sur l'importance de la sécurité d'accès aux marchés ainsi que sur la sécurité d'approvisionnement pour ces marchés.

Les ministres ont pris note de l'intérêt nouveau à l'égard des produits de base sur la scène internationale et ils ont espéré que des solutions seraient trouvées aux problèmes que les conditions instables du commerce international des produits de base posent pour les producteurs et pour les consommateurs. Ils se sont dits convaincus que seul l'examen de chaque cas permettra de trouver la solution à ces difficultés et ils ont reconnu que les problèmes relatifs au commerce des produits de base avaient une incidence notable sur l'économie de bon nombre de pays en voie de développement.

Notant que les changements survenus récemment dans la conjoncture économique internationale reflétaient une fois de plus les relations étroite interdépendance entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement et réaffirmant les principes de la déclaration sur les relations avec les pays en voie de développement adoptée lors de la réunion ministérielle de 1975 de l'OCDE, les ministres ont reconnu l'urgence de promouvoir davantage la coopération avec

les pays en voie de développement afin de renforcer la position de ces derniers au sein de l'économie mondiale. Les ministres ont affirmé que les deux pays intensifieraient leurs efforts dans ce sens.

Les ministres ont réaffirmé qu'il était extrêmement important de promouvoir des relations économiques mutuellement avantageuses entre les deux pays pour assurer le progrès soutenu de leurs économies respectives. Ils ont rappelé que, durant leurs entretiens à Ottawa en septembre 1974, les premiers ministres Tanaka et Trudeau, considérant l'existence d'une relation économique intense et mutuellement avantageuse, avaient discuté la possibilité d'élargir la coopération économique entre les deux pays. Ils ont décidé d'un commun accord que la situation évolutive de l'économie mondiale permettait d'envisager un approfondissement et un élargissement des relations entre les deux pays. Ils ont convenu, en conséquence, que des représentants des deux pays devaient procéder le plus tôt possible à l'identification des secteurs économiques du Japon et du Canada qui seraient les plus susceptibles d'augmenter les occasions de coopération économique, au profit des deux pays. Les secteurs explorés comprendraient l'industrie de fabrication et toute la gamme des secteurs primaires; les représentants aborderaient également des sujets comme l'augmentation des possibilités d'investissements mutuellement avantageux, l'intensification des rapports entre les sociétés notamment par la voie d'entreprises en participation, les échanges scientifiques et technologiques et les conditions offrant des garanties accrues au chapitre des approvisionnements et de l'accès aux marchés.

Les ministres se sont dits satisfaits que des représentants des deux gouvernements aient étudié la possibilité de reviser l'accord commercial entre le Japon et le Canada, à la lumière des résultats obtenus à la suite des entretiens entre les premiers ministres du Japon et du Canada en septembre dernier. Ils ont convenu que les représentants devraient poursuivre cette étude, car elle pourrait mener à la conclusion d'un accord plus global qui fournirait une assise contractuelle plus solide au progrès des relations économiques entre les deux pays.

Les ministres, notant avec satisfaction l'accroissement rapide des échanges commerciaux entre les deux pays, ont réaffirmé leur intention de promouvoir une plus grande libéralisation dans ce domaine et de dissuader toute mesure protectionniste; ils ont également réitéré leur objectif d'étendre la portée de leurs relations commerciales, y compris l'exportation des ressources et des produits ouvrés et manufacturés.

Les ministres ont reconnu une fois de plus la place prépondérante qu'occupaient les ressources minérales et énergétiques ainsi que les produits agricoles et forestiers dans leurs économies respectives. Ils ont indiqué que l'échange d'idées qui avait eu lieu lors de la réunion du sous-comité Canada/Japon sur les ressources et les questions énergétiques, tenu les 9 et 10 juin à Tokyo, avait été très utile et ils ont convenu de chercher à favoriser davantage, sur une base à la fois solide et mutuellement bénéfique, les relations entre les deux pays dans ces secteurs. Ils ont souligné que les échanges de produits agricoles et alimentaires devaient s'effectuer d'une manière mutuellement acceptable et ils ont reconnu qu'il fallait tenir d'autres réunions consultatives sur les questions alimentaires et agricoles entre les fonctionnaires des deux gouvernements et que la prochaine réunion de ce genre devrait être convoquée dans les plus brefs délais.

Notant qu'une augmentation du volume des échanges de capitaux entre les deux pays pourrait resserrer et faire progresser les relations économiques entre le Japon et le Canada, les ministres ont convenu que les politiques des deux pays en matière d'investissements étrangers devraient être orientées de façon à faciliter la réalisation de cet objectif.

Les ministres se sont dits satisfaits des indications récentes d'un élargissement de la coopération entre les deux pays dans les secteurs de la science et de la technologie ainsi que de la réunion des représentants des deux gouvernements, tenue à Tokyo du 19 au 22 mai, qui a servi à promouvoir davantage les relations de coopération. Ils ont également noté avec satisfaction que plusieurs projets de coopération scientifique et technologique avaient déjà été mis en branle et que l'on envisageait la possibilité d'élaborer d'autres projets.

Les ministres ont discuté de la situation actuelle dans le domaine de l'aviation civile et ont noté le besoin de faire progresser les relations canado-japonaises dans ce secteur, au profit des deux parties.

Notant que l'augmentation des échanges et des contacts à tous les niveaux entre les deux peuples avait grandement contribué à l'amélioration et à la diversification des relations entre les deux pays, les ministres ont reconnu d'un commun accord qu'il fallait encourager par tous les moyens possibles l'élargissement du champ des connaissances et de la compréhension entre les deux pays, notamment par la voie des échanges culturels. A cet égard, ils ont pris note des progrès réalisés dans les négociations visant la conclusion

d'un accord culturel entre les deux pays, dans l'esprit du communiqué conjoint émis par les premiers ministres du Japon et du Canada en septembre 1974 et ils ont souhaité la conclusion prochaine de cet accord. Les ministres ont également noté avec satisfaction que les programmes de promotion des relations avec les universités, envisagés par les deux premiers ministres en septembre 1974, étaient maintenant rendus au stade de l'élaboration et ils ont exprimé le voeu que ces programmes soient mis en oeuvre le plus tôt possible.

Les ministres se sont réjouis du fait que la septième réunion du comité ministériel Canada/Japon a élargi les possibilités d'établir des rapports personnels entre les dirigeants des deux pays, et qu'elle a contribué du fait même dans une large mesure à renforcer davantage ce climat de compréhension et de confiance mutuelles. A cet égard, les ministres canadiens ont transmis l'invitation faite par leur gouvernement de tenir au Canada la prochaine réunion du comité et les ministres japonais ont gracieusement accepté l'invitation.